

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 230 BRESIL: L'INSECURITE RECOMMENCE A RECIFE

Dom Helder Câmara alerte l'opinion publique sur la reprise du climat d'insécurité et de terreur, par suite des agissements illégaux des services de police militaire et civile.

(Note DIAL)

RAPPORT SUR LES EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS  
A RECIFE EN FIN AVRIL 1975

- 1- A Recife (Pernambuco, Brésil), nous commençons à croire:
  - la décision du président Geisel d'en finir une fois pour toutes avec les polices parallèles, les séquestrations et les tortures. Les crimes seraient jugés conformément à la loi;
  - en la victoire du président dans l'épuration de certains cadres militaires. Il était annoncé que s'il se produisait des séquestrations et des tortures chez nous, ce ne serait pas avec la complicité de la 4e Armée (1).
  
- 2- Dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 avril 1975, à 2 heures du matin, sept hommes descendirent d'une voiture et pénétrèrent dans la maison du couple Henrique Cossart et Margarida Serpa Coelho (Peggy). Le jeune Carlúcio Castanha dormait également là. Quatre hommes armés de mitraillettes et se disant membres de la police fédérale obligèrent Henrique, Peggy et Carlúcio à monter dans la voiture qui les avait amenés les sept. Trois hommes en armes restèrent dans la maison du couple, sans témoins et libres de prendre ou de mettre ce que bon leur semblait.
  
- 3- Il convient de donner des informations sur les trois personnes séquestrées:
 

Henrique Cossart est un prêtre qui a obtenu l'indult de sécularisation et dont le mariage a été béni par l'Eglise avec Peggy, religieuse relevée de ses vœux. D'origine française, Henrique est prêtre-ouvrier et, en compagnie de Peggy, il travaille en parfaite harmonie avec le diocèse en milieu populaire urbain.

Etant donné que, personnellement, je n'ai pas accès auprès des prisonniers politiques, c'est ce couple qui leur rend visite en mon nom; il aide Dom Basílio Penido, abbé du monastère São Bento, dans son travail de présence en milieu pénitentiaire qui est également ma présence officielle. Henrique a déjà été menacé d'interdiction de séjour parce qu'il visitait les prisonniers politiques, sous prétexte qu'il "n'est

(1) L'état-major de la 4e Armée a son siège à Recife (N.d.T.)

plus prêtre", comme si l'oeuvre de miséricorde, qu'est la visite des détenus n'était valable que pour ceux qui exercent le sacerdoce ministériel! Pourquoi rend-il visite aux seuls prisonniers politiques? Parce qu'ils reçoivent moins de visites: à chaque fois, chaque personne ne peut voir qu'un seul prisonnier. A l'entrée et à la sortie, le contrôle exige souvent que tout visiteur se déshabille complètement, qu'il soit homme ou femme, laïc ou religieux, prêtre ou évêque.

4- Carlúcio Castanha avait déjà été arrêté en 1973, à Recife, et rien, absolument rien n'avait été retenu contre lui.

5- Le prétexte à la séquestration des trois a probablement été une rencontre du Mouvement d'évangélisation, au Centre d'entraînement d'Olin-da. Pour favoriser l'expansion du mouvement, les responsables avaient été invités à amener avec eux quelques ouvriers de leurs amis. C'était un nouvel effort de rapprochement entre la religion et la vie, par l'ouverture des évangélistes aux conditions de vie des ouvriers et des chômeurs.

La rencontre a duré trois jours.

Deux éléments de la police s'étaient infiltrés parmi les invités. L'un d'eux, reconnu au bout de deux jours et demi (les deux avaient donné de faux noms), s'est enfui sans qu'on puisse le rattraper. L'autre est resté jusqu'à la fin en tirant le plus possible de renseignements sur la réunion.

Tout compte fait, il n'y a, au cours de la rencontre, rien eu qui aille contre l'évangile ou contre le régime.

Il y eut par exemple l'explication de la parabole du semeur. Après l'explication donnée par le Christ lui-même, il a été rappelé comment le Tentateur singe et fausse les vérités sacrées: le semeur est le patron; les semences sont les salaires injustes, mal payés ou retenus, qui engendrent la haine entre classes... A la fin, chaque ouvrier a eu pour tâche de vérifier de façon précise et sûre combien touche la haute administration (salaires, gratifications, dividendes) et combien touche effectivement l'ouvrier, la femme qui travaille, l'apprenti.

6- Après cette réunion du Mouvement d'évangélisation, la maison de Carlúcio devint l'objet d'une surveillance constante, jour et nuit, par des voitures sans plaque d'immatriculation, comme du temps des séquestrations.

Pour rassurer ses vieux parents, Carlúcio accepta d'aller dormir chez des amis afin d'éviter une nouvelle séquestration qui affecterait - comme elle affecte durement - la santé précaire des vieux parents.

Voilà la raison de la présence de Carlúcio chez Henrique et Peggy dans la nuit des enlèvements.

7- L'archevêque de João Pessoa, Dom José Maria Pires, vint à Itamaracá pour rendre visite aux prisonniers politiques de son diocèse qui purgent leur peine au pénitencier de Pernambuco.

En sortant, en compagnie de Soeur Letícia, de João Pessoa, et du P. Marcelo, moine bénédictin, il alla manger avec Henrique et Peggy. Là, ils furent tous détenus pendant deux heures et minutieusement interrogés sur leurs relations avec ce couple.

8- Pour obtenir des informations sur les personnes séquestrées, des démarches furent entreprises auprès du commandement de la 7e Région militaire. La 7e Région militaire prit contact avec le 2e Bureau de la 4e Armée et apprit que le couple était en train d'être relâché. Quant au jeune Carlúcio, il devait encore rester en prison.

9- Le couple arriva chez lui à 2 heures du matin du dimanche 27 avril. Ils furent obligés de signer un document dans lequel ils affirmaient qu'ils n'avaient subi aucune torture. En prison, les deux n'avaient effectivement reçu aucune menace en ce sens; mais il y avait eu:  
- violation de domicile à une heure insolite (2 heures du matin);  
- séquestration véritable: mitraillettes et cagoules pour les trois, y compris au retour pour les deux libérés;  
- présence de trois hommes en armes dans la maison de Henrique et Peggy, depuis le moment de l'enlèvement jusqu'à leur retour.

10- Au moment de leur libération, Henrique et Peggy s'informèrent sur le sort de Carlúcio. Il leur fut répondu qu'il resterait encore en prison. Le couple demanda s'il ne serait pas convenable d'avertir la famille pour qu'elle lui porte des vêtements de rechange. On leur répondit que ce n'était pas nécessaire, car sa libération n'allait pas tarder. Le dimanche 27 avril se passa, la nuit également, et Carlúcio n'était toujours pas de retour.

Ses parents se rendirent alors à la 4e Armée avec des vêtements de rechange. Après qu'on leur eût déclaré que leur fils était un élément dangereux, ils furent informés qu'il se trouvait à la caserne de la Police fédérale, quai d'Apollon, ici à Recife. Les parents s'y rendirent. Au début, on prétendit que Carlúcio n'était pas là. Mais finalement on reconnut qu'il était bien là et, sans autoriser ses parents à le voir, on accepta les vêtements de rechange.

11- C'est là, semble-t-il, un simple accident. Mais ce qui est grave, en réalité, c'est le recommencement des enlèvements, de l'utilisation des cagoules, du séjour des policiers dans les foyers dont on a séquestré les habitants, et tout cela avec l'accord de la 4e Armée.

D'après les on-dit, le général commandant la 4e Armée et le général commandant la 7e Région militaire demeurent fidèles au président Geisel, mais sans grand contrôle sur leurs propres cadres.

12- Serait-ce que va recommencer le climat de terreur du second semestre de 1973? S'il y a crime, pourquoi ne procède-t-on pas sur ordres intimes officiellement, signés par l'autorité compétente? Pourquoi n'y a-t-il pas identification réelle et effective de ceux qui procèdent aux arrestations, utilisation de véhicules officiels et communication des lieux de détention?...

Je suis un homme d'espérance! Mais je ne veux pas livrer mon peuple à des espoirs trompeurs.

Helder Câmara  
archevêque d'Olinda et Recife

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

/spécial)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F (avion: tarif  
Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse n° 56249

D 230-3/3